

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 AVRIL 1914.

Projet de loi portant approbation de la Convention conclue à Saint-Petersbourg le 31/18 décembre 1913, entre la Belgique et la Russie, pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

A diverses reprises, des instances ont été faites, en ces dernières années, auprès du Gouvernement, en vue d'obtenir dans le domaine littéraire et artistique la protection de nos auteurs en Russie. Ce n'est qu'après que la nouvelle loi russe du 20 mars 1911 eût rendu possible la conclusion de traités internationaux sur la matière, qu'on a pu songer à donner satisfaction à ces légitimes réclamations.

A l'instar de la France et de l'Allemagne, qui ont conclu des arrangements de l'espèce avec la Russie, respectivement le 29 novembre 1911 et le 28 février 1913, la Belgique a signé avec la Russie, le 31/18 décembre dernier, une convention pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

Le texte que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation ne diffère que sur un point de la convention franco-russe; celle-ci porte à son article 10 que « les auteurs d'œuvres musicales sont protégés contre l'exécution publique de celles-ci, lorsqu'ils ont indiqué, sur chaque exemplaire *imprimé* de l'ouvrage, qu'ils l'interdisent ». Le mot « *Imprimé* » n'a pas été reproduit dans le texte de notre convention, précisément en vue de donner une portée plus large à l'article, en étendant son application aux partitions musicales reproduites par un procédé autre que l'impression.

L'article 18 de la convention belgo-russe tend à rendre applicable aux colonies et possessions des parties contractantes le régime consacré par celle-ci. Le Congo belge, ne possédant pas encore de législation sur le droit d'auteur, n'eût pas été en mesure d'assurer la protection stipulée; mais le Gouvernement russe attachait du prix à ce que l'article dont il s'agit fût inscrit dans la convention. Il s'est donc rallié à l'idée d'insérer dans un protocole annexé à la convention une réserve concernant le Congo belge.

L'accord qui vient d'être conclu, sans conférer à nos nationaux en Russie un régime aussi libéral que celui dont les étrangers, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, jouissent en Belgique en vertu de notre législation intérieure, réalise cependant un progrès si important, notamment en ce qui concerne le droit de traduction, que nous sommes convaincus qu'il emportera votre pleine approbation.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

P. POULLET.

PROJET DE LOI

portant approbation de la Convention conclue à Saint-Pétersbourg, le 31/18 décembre 1913, entre la Belgique et la Russie, pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Etrangères et des Sciences et des Arts,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Etrangères est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention conclue à Saint-Pétersbourg, le 31/18 décembre 1913, entre la Belgique et la Russie sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 4 avril 1914.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre des Affaires
Étrangères,*

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

J. DAVIGNON.

P. POULLET.

ONTWERP VAN WET

houdende goedkeuring van de Overeenkomst, op 31/18 December 1913, te Petersburg, gesloten tusschen België en Rusland tot bescherming van de werken van letterkunde en kunst.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Minister van Buitenlandsche Zaken en van Wetenschappen en Kunsten,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN

WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet voor te leggen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De Overeenkomst op 31/18 December 1913, te Petersburg, gesloten tusschen België en Rusland, zal hare volle en algeheele uitwerking hebben.

Gegeven te Brussel, den 4^e April 1914.

Van 's Konings wege :

*De Minister van Buitenlandsche
Zaken,*

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

CONVENTION

pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, et SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES, également animés du désir de protéger les sciences, les lettres et les arts, ont résolu d'adopter d'un commun accord les mesures les plus propres à assurer réciproquement, dans les deux Pays, aux auteurs, la protection de leurs droits sur leurs œuvres littéraires ou artistiques et ont à cet effet désigné pour leurs Plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Monsieur le Comte Conrad de BUISSET STEENBECQUE DE BLARENHIEU, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Cour Impériale de Russie,

et SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES :

Son Excellence Monsieur Serge SASONOW, Membre du Conseil de l'Empire, Maître de sa Cour, Ministre des Affaires Etrangères,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties contractantes jouissent dans chacun des deux Pays, pour leurs œuvres littéraires ou artistiques, qu'ils s'agisse d'œuvres publiées dans l'un de ces deux Pays ou dans un autre Pays, ou qu'il s'agisse d'œuvres non publiées, des droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux, ainsi que des avantages spécialement stipulés dans la présente Convention.

Les stipulations de cette Convention s'appliquent également à toute œuvre littéraire ou artistique publiée pour la première fois dans l'un des deux Pays contractants et dont l'auteur n'appartient pas à la nationalité de l'un de ces Pays.

ARTICLE 2.

L'expression « œuvres littéraires et artistiques » comprend toute production du domaine littéraire, scientifique ou artistique, quels qu'en soient le mode et la forme de reproduction et quels que soient le mérite et la destination de l'œuvre, telle que : les livres, brochures et autres écrits, les discours, leçons, conférences et sermons, les œuvres dramatiques ou dramatico-musi-

cales, les œuvres chorégraphiques et les pantomimes dont la mise en scène est fixée par écrit ou autrement, ainsi que les productions cinématographiques ayant un caractère personnel et original; les compositions musicales avec ou sans paroles; les œuvres de dessin, de peinture, d'architecture et de sculpture; les médailles et plaquettes; les œuvres de gravure et de lithographie, les illustrations, les cartes géographiques; les plans, croquis et ouvrages plastiques, relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture, aux sciences ou à la mise en scène d'une œuvre dramatique ou dramatico-musicale, etc.; les photographies et autres œuvres obtenues par un procédé analogue à la photographie.

ARTICLE 3.

Les auteurs de chacun des deux Pays jouissent, dans l'autre pays, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs ouvrages, jusqu'à l'expiration de dix années à partir de la publication de l'œuvre originale, à la condition de s'être réservé ce droit sur la page du titre ou dans la préface.

Le droit exclusif de traduction cesse d'exister lorsque l'auteur n'en a pas fait usage dans un délai de cinq ans à partir de la publication de l'œuvre originale, en publiant ou en faisant publier une traduction de son ouvrage.

Il est toutefois entendu que le délai susmentionné de cinq ans sera réduit à trois ans pour l'usage du droit de traduction des œuvres scientifiques, techniques et destinées à l'enseignement.

Pour les ouvrages composés de plusieurs volumes publiés par intervalles ainsi que pour les cahiers ou numéros de recueils périodiques, les délais susmentionnés comptent à dater de la publication de chaque volume, cahier ou numéro, et pour les ouvrages publiés par livraisons à dater de la publication de la dernière livraison de l'œuvre originale, si les intervalles entre la publication des livraisons ne dépassent pas deux ans et, dans le cas contraire, à dater de la publication de chaque livraison.

Dans les cas prévus au présent article, est admis comme date de publication, pour le calcul des délais de protection, le premier janvier de l'année dans laquelle l'ouvrage a été publié.

ARTICLE 4.

Le traducteur, sans préjudice des droits de l'auteur de l'œuvre originale, jouit des droits d'auteur sur sa traduction.

ARTICLE 5.

Sont spécialement comprises parmi les reproductions illicites auxquelles s'applique la présente Convention, les appropriations indirectes non autorisées d'un ouvrage littéraire ou artistique, telles que adaptations, arrangements de musique, transformations d'un roman, d'une nouvelle ou d'une poésie en pièce de théâtre et réciproquement, lorsqu'elles ne sont que la

reproduction de cet ouvrage dans la même forme ou sous une autre forme, avec des changements, additions ou retranchements non essentiels, sans présenter le caractère d'une nouvelle œuvre originale.

ARTICLE 6.

A l'exception des romans-feuilletons et des nouvelles, les articles de journaux ou de recueils périodiques, publiés dans l'un des deux Pays, peuvent être reproduits, en original ou en traduction, dans l'autre pays, à moins que la reproduction n'en ait été expressément interdite.

La protection de la présente Convention ne s'applique pas aux nouvelles du jour ou aux faits-divers qui ont le caractère de simples informations de presse

ARTICLE 7.

En ce qui concerne la faculté de faire licitement des emprunts à des œuvres littéraires et artistiques pour des publications destinées à l'enseignement ou ayant un caractère scientifique, ou pour des chrestomathies, est réservé l'effet de la législation du Pays dans lequel ladite publication est faite.

ARTICLE 8.

Dans tous les cas où la présente Convention autorise des emprunts à des œuvres littéraires et artistiques, la source doit être indiquée ; la sanction de cette obligation est déterminée par la législation du Pays où la protection est réclamée.

ARTICLE 9.

Les auteurs d'œuvres dramatiques et dramatico-musicales, que ces œuvres soient publiées ou non, sont protégés contre la représentation publique de celles-ci en original, pendant la durée de leur droit d'auteur sur l'original et le sont contre la représentation publique en traduction pendant la durée de leur droit de traduction.

ARTICLE 10.

Les auteurs d'œuvres musicales sont protégés contre l'exécution publique de celles-ci, lorsqu'ils ont indiqué sur chaque exemplaire de l'ouvrage qu'ils l'interdisent.

Les exceptions à cette disposition sont réglées par la législation intérieure de chacun des deux Pays contractants.

ARTICLE 11.

La reproduction et l'exécution publique des œuvres musicales par des instruments mécaniques ne peuvent être faites sans le consentement de l'auteur ; sauf l'application des réserves et conditions déterminées à cet égard par la loi intérieure du Pays où la protection est réclamée.

ARTICLE 12.

Les œuvres obtenues par la photographie ou par un procédé analogue à la photographie ne sont protégées que si chaque exemplaire de l'œuvre porte l'indication de la raison sociale ou des nom, prénoms et domicile de l'auteur ou de l'éditeur de l'œuvre, ainsi que l'année de la publication.

Celles de ces œuvres qui sont insérées dans un ouvrage publié sont, jusqu'à preuve du contraire, réputées avoir paru pour la première fois avec cet ouvrage et les mentions de nom et de date portées sur ledit ouvrage suffisent à leur égard.

ARTICLE 13.

La reproduction des œuvres littéraires et artistiques par la cinématographie ou par tout autre procédé analogue ne peut être faite sans le consentement de l'auteur.

Sans préjudice des droits de l'auteur de l'œuvre originale, la reproduction, par la cinématographie ou par tout autre procédé analogue, d'une œuvre littéraire ou artistique est protégée comme une œuvre originale.

ARTICLE 14.

Sous la réserve des dispositions de l'article 3 (alinéa 1^{er}), de l'article 10 et de l'article 12 (alinéa 1^{er}) ci-dessus, la jouissance des droits stipulés par la présente Convention n'est subordonnée à l'accomplissement d'aucune condition ou formalité.

Pour que les auteurs des ouvrages protégés par la présente Convention soient, jusqu'à preuve du contraire, considérés comme tels et admis, en conséquence, devant les tribunaux des deux Hautes Parties contractantes, à exercer des poursuites contre les contrefacteurs, il suffit que leur nom soit indiqué sur l'ouvrage en la manière usitée.

Pour les œuvres anonymes ou pseudonymes, l'éditeur dont le nom est indiqué sur l'ouvrage est fondé à sauvegarder les droits appartenant à l'auteur. Il est, sans autre preuve, réputé ayant cause de l'auteur anonyme ou pseudonyme.

ARTICLE 15.

La durée de protection accordée par la présente Convention aux œuvres littéraires et artistiques publiées en original ou en traduction, ou non publiées, aux œuvres photographiques ou obtenues par un procédé analogue à la photographie, aux œuvres posthumes, aux œuvres anonymes ou pseudonymes, est réglée par les lois du Pays où la protection est réclamée.

Mais il est entendu que dans celui des deux Pays où la protection est réclamée, l'œuvre ne pourra bénéficier d'une durée plus longue que celle accordée par la loi du Pays contractant dont l'auteur est ressortissant ou dans lequel l'œuvre a été publiée pour la première fois.

ARTICLE 16.

Les dispositions de la présente Convention ne peuvent porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient au Gouvernement de chacun des deux Pays contractants de permettre, de surveiller, d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation, l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

ARTICLE 17.

La présente Convention s'applique à toutes les œuvres qui, au moment de son entrée en vigueur, ne sont pas encore tombées dans le domaine public de leur pays d'origine.

Il est toutefois entendu que les œuvres licitement publiées avant l'entrée en vigueur de la Convention ne pourront être l'objet de poursuites basées sur ses dispositions.

Dans l'année qui suivra la mise en vigueur de la Convention pourront être publiés les volumes et livraisons nécessaires pour l'achèvement des ouvrages licitement en cours de publication, dont une partie aurait déjà paru avant son entrée en vigueur.

ARTICLE 18.

La présente Convention est applicable sur tout le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, y compris leurs colonies et possessions.

ARTICLE 19.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que tout avantage ou privilège plus étendu qui serait ultérieurement accordé par l'une d'Elles à une tierce Puissance, en ce qui concerne la protection des œuvres littéraires et artistiques, sera, sous condition de réciprocité, acquis de plein droit aux auteurs de l'autre Pays; sont toutefois exceptés les avantages ou privilèges concédés en vertu de Conventions d'union internationale auxquelles l'une des Hautes Parties contractantes pourrait adhérer.

ARTICLE 20.

La présente Convention entrera en vigueur six mois après l'échange des ratifications.

Sa durée sera de trois années à partir de cette date.

Elle continuera ses effets jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an, à compter du jour où elle aura été dénoncée par l'une des Hautes Parties contractantes.

ARTICLE 21.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Saint-Petersbourg le plus tôt possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Saint-Petersbourg, en double exemplaire, le 31/18 décembre 1913

(L. S.) *signé* C^{te} CONRAD DE BUISSERET.

(L. S.) *signé* SAZONOW.

PROTOCOLE DE SIGNATURE.

Au moment de procéder à la signature de la Convention conclue entre la Belgique et la Russie pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, les deux Hautes Parties contractantes sont d'accord pour admettre que, par dérogation à l'article 18 et en attendant l'établissement d'une législation sur la protection des œuvres littéraires et artistiques au Congo belge, ladite Convention ne sera pas applicable à cette colonie.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés ont dressé le présent Protocole qui sera ratifié et qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Convention à laquelle il se rapporte et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Saint-Petersbourg, en double exemplaire, le 31/18 décembre 1913.

(L. S.) *signé* C^{te} CONRAD DE BUISSERET.

(L. S.) *signé* SAZONOW.



(10)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 APRIL 1914.

Ontwerp van wet, houdende goedkeuring van de Overeenkomst, op 31/18 December 1913 te Petersburg gesloten tusschen België en Rusland, tot bescherming van de werken van letterkunde en kunst.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Tijdens de laatste jaren, werden er bij de Regeering meermalen voetstappen aangewend om, in zake letterkunde en kunst, de bescherming van onze auteurs in Rusland te verkrijgen. Eerst nadat het door de nieuwe Russische wet van 20 Maart 1911 mogelijk was geworden internationale verdragen te dier zake te sluiten, kon er aan gedacht worden aan die gegronde klachten gevolg te geven.

Naar het voorbeeld van Frankrijk en Duitschland — die dergelijke Overeenkomsten met Rusland hebben gesloten, onderscheidenlijk den 29^e November 1911 en den 28^e Februari 1913 — werd op 31/18 December jongstleden, te Petersburg, tusschen België en Rusland eene Overeenkomst gesloten tot bescherming van de werken van letterkunde en kunst.

De tekst, dien wij de eer hebben aan Uwe goedkeuring te onderwerpen, verschilt maar op één punt van de Fransch-Russische Overeenkomst; deze bepaalt bij haar artikel 10 : « Makers van muziekwerken worden tegen openbare uitvoering van die werken beschermd, wanneer zij op elk *gedrukt* exemplaar van het werk hebben verklaard, dat zij de uitvoering er van verbieden. » Het woord « *gedrukt* » werd in den tekst van onze Overeenkomst niet overgenomen, en wel om aan dat artikel eene ruimere draagkracht te geven, door het ook toepasselijk te maken op muziekwerken, die op eene andere wijze dan door druk veelelvoudigd werden.

Bij artikel 18 van de Belgisch-Russische Overeenkomst, wordt deze ook toepasselijk gemaakt op de koloniën en bezittingen der verdragsluitende Partijen. Daar Belgisch-Congo nog geene wet op het auteursrecht bezit, is deze kolonie niet bij machte de voorgeschreven bescherming te verzekeren. De Russische Regeering hield er echter aan, dat bedoeld artikel in de Overeenkomst opgenomen werd. Zij is bijgevolg de gedachte bijgetreden om een

voorbehoud betreffende Belgisch Congo op te nemen in een Protocol, dat bij de Overeenkomst zou worden gevoegd.

De pas gesloten Overeenkomst verzekert aan de Belgen, in Rusland, wel is waar niet eene zoo milde behandeling als die welke in België, ingevolge onze binnenlandsche wetgeving, aan vreemdelingen van alle nationaliteit te beurt valt; doch, inzonderheid wat het vertaalrecht betreft, is daardoor reeds een zoo groote stap vooruit gedaan, dat wij er niet aan twifelen of zij zal Uwe algeheele goedkeuring wegdragen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

De Minister van Wetenschappen en Kunsten,

P. POULLET.

PROJET DE LOI

portant approbation de la Convention conclue à Saint-Petersbourg, le 31/18 décembre 1913, entre la Belgique et la Russie, pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Etrangères et des Sciences et des Arts,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Etrangères est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention conclue à Saint-Petersbourg, le 31/18 décembre 1913, entre la Belgique et la Russie sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 4 avril 1914.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre des Affaires
Etrangères,*

J. DAVIGNON.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

P. POULLET.

ONTWERP VAN WET

houdende goedkeuring van de Overeenkomst, op 31/18 December 1913 te Petersburg gesloten tusschen België en Rusland, tot bescherming van de wekren van letterkunde en kunst.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Wetenschappen en Kunsten,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN
WIJ BESLUITEN :**

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet voor te leggen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De Overeenkomst, op 31/18 December 1913 te Petersburg gesloten tusschen België en Rusland, zal hare volle en algcheele uitwerking hebben.

Gegeven te Brussel, den 4ⁿ April 1914.

Van 's Konings wege :

*De Minister van Buitenlandsche
Zaken,*

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

OVEREENKOMST

tot bescherming der werken van letterkunde en kunst.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN EN ZIJNE MAJESTEIT DE KEIZER ALLER RUSSEN, gelijkelijk bezield met den wensch om de letteren, kunsten en wetenschappen te beschermen, hebben besloten, in gemeen overleg doelmattige schikkingen te treffen om wederzijds, in beide Landen, de rechten van de makers op hunne werken van letterkunde en kunst te beschermen, en hebben daartoe tot hunne Gevolmachtigden aangewezen, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Heer Graaf Koenraad DE BUISSERET STERNBECQUE DE BLARENGHIEN, Hoogstdeszelfs Buitengewonen Gezant en Gevolmachtigden Minister bij het Keizerlijk Hof van Rusland,

EN ZIJNE MAJESTEIT DE KEIZER ALLER RUSSEN :

Zijne Excellentie SERGIUS SAZONOW, Lid van den Raad van het Keizerrijk, Hoogstdeszelfs Hofmeester, Minister van Buitenlandsche Zaken, die, na wederzijdsche mededeeling hunner volmachten, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen :

ARTIKEL ÉÉN.

De onderdanen van elk der beide Hooge verdragsluitende Partijen genieten in elk der beide Landen, voor hunne werken van letterkunde of kunst, hetzij openbaar gemaakt in een der beide Landen, of in een ander Land, hetzij niet openbaar gemaakt, de rechten welke de onderscheiden wetten aan de inlanders thans verleen en of later zullen verleen en, alsmede de voordeelen, bijzonderlijk verleend door deze Overeenkomst.

De bepalingen van deze Overeenkomst zijn mede van toepassing op elk werk van letterkunde of kunst, voor de eerste maal openbaar gemaakt in een der beide verdragsluitende Landen en waarvan de maker geen onderdaan van een der Landen is.

ARTIKEL 2.

De uitdrukking « werken van letterkunde en kunst » omvat alle voortbrengselen op het gebied van letterkunde, wetenschap en kunst, welke ook de wijze en de vorm van veelelvoudiging of de verdienste en bestemming van het werk wezen mogen, als: boeken, brochures en andere geschriften; redevoeringen, lessen, voordrachten en sermoenen; tooneelwerken en dramatisch-muzikale

werken; choreografische werken en pantomimes, waarvan de wijze van opvoering schriftelijk of anderszins is bepaald, alsmede kinematografische werken die een persoonlijk en oorspronkelijk karakter dragen; muziekwerken met of zonder woorden; werken van teeken-, schilder-, bouw- en beeldhouwkunst; medailles en plaquettes; werken van graveer- en steendrukkunst; plaatwerken, landkaarten; plans, schetsen en plastische werken, betrekking hebbende op de aardrijkskunde, de topografie, de bouwkunde of de wetenschap of op de wijze van opvoering van een tooneelwerk of van een dramatisch-muzikaal werk, enz.; fotografiën en andere werken, verkregen door eene met de fotografie overeenkomende werkwijze.

ARTIKEL 3.

De auteurs, tot elk der beide Landen behorende, genieten in het andere land het uitsluitend recht vertalingen hunner werken te maken of te laten maken, gedurende tien volle jaren na de uitgave van het oorspronkelijk werk, op voorwaarde dat zij zich dat recht hebben voorbehouden op de titelbladzijde of in de voorrede.

Het uitsluitend vertaalrecht houdt op te bestaan, als de auteur daarvan geen gebruik zal hebben gemaakt binnen een tijdsverloop van vijf jaren, beginnende met de uitgave van het oorspronkelijk werk, door eene vertaling van zijn werk uit te geven of te laten uitgeven.

Voormeld tijdsverloop van vijf jaren wordt evenwel tot drie jaren verminderd, wat betreft het gebruik van het vertaalrecht op werken van wetenschap, techniek en bestemd voor het onderwijs.

Voor werken bestaande uit verscheidene bij tusschenpoozen verschijnende boekdeelen, alsmede voor bundels of nummers van periodieke verzamelingen, beginnen de voormelde termijnen te looplen bij de verschijning van elk boekdeel, bundel of nummer en, voor de werken die in afleveringen worden uitgegeven, bij de verschijning van de laatste aflevering van het oorspronkelijk werk, zoo de afleveringen verschijnen met tusschenpoozen van niet meer dan twee jaren, of bij het verschijnen van elke aflevering, zoo de tusschenpoozen grooter zijn.

In de gevallen waarin dit artikel voorziet, geldt als tijdstip van uitgave voor de berekening van den beschermingstermijn, de 1^e Januari van het jaar waarin het werk is verschenen.

ARTIKEL 4.

De vertaler geniet de auteursrechten op zijne vertaling, zonder dat dit de rechten van den auteur op het oorspronkelijke werk verkorten kan.

ARTIKEL 5.

Onder de ongeoorloofde veeveelvoudigingen waarop deze Overeenkomst van toepassing is, is in het bijzonder begrepen de onrechtsreeksche en ongeoorloofde toeëigening van een werk van letterkunde of kunst, door

aanpassingen, muziekschikkingen, omwerkingen van een roman, eene novelle of een dichtwerk tot tooneelstuk en omgekeerd, wanneer die bewerkingen niet anders zijn dan hermaking van zulk een werk in denzelfden vorm of in een anderen vorm, met wijzigingen, toevoegingen of inkortingen die niet zóó belangrijk zijn, dat daardoor het karakter van een nieuw oorspronkelijk werk verkregen wordt.

ARTIKEL 6.

De artikelen verschenen in dagbladen of tijdschriften van een der beide Landen, met uitzondering van de als mengelwerk geplaatste romans en de novellen, mogen, in den oorspronkelijken vorm of vertaald, in het andere land worden overgenomen, tenware de overneming er van uitdrukkelijk verboden werd.

De bescherming van deze Overeenkomst is niet van toepassing op de nieuwstijdingen of op de gemengde berichten, die het karakter dragen van eenvoudige nieuwsbladinlichtingen.

ARTIKEL 7.

Wat de bevoegdheid betreft om uit werken van letterkunde en kunst op geoorloofde wijze te putten voor uitgaven bestemd voor het onderwijs of van wetenschappelijken aard, of voor bloemlezingen, blijft van kracht de wetgeving van het land, waarin bedoelde uitgave verschijnt.

ARTIKEL 8.

In al de gevallen waarin, volgens deze Overeenkomst, het putten uit werken van letterkunde en kunst geoorloofd is, moet de bron worden vermeld; de bekrachtiging van deze verplichting wordt bepaald door de wetgeving van het Land, waar de bescherming wordt ingeroepen.

ARTIKEL 9.

De schrijvers van al dan niet openbaar gemaakte tooneelwerken en dramatisch-muzikale werken worden, tijdens den duur van hun recht op het oorspronkelijk werk, beschermd tegen openbare opvoering hunner werken in den oorspronkelijken tekst en, tijdens den duur van hun vertaalrecht, tegen openbare opvoering van de vertaling dier werken.

ARTIKEL 10.

Makers van muziekwerken worden tegen openbare uitvoering van die werken beschermd, wanneer zij op elk exemplaar van het werk hebben verklaard dat zij de uitvoering er van verbieden.

De afwijkingen van die bepaling worden geregeld door de binnenlandsche wetgeving van elk der beide verdragsluitende Landen.

ARTIKEL 11.

Overneming en openbare uitvoering van muziekwerken door mechanische muziekinstrumenten mogen niet geschieden zonder toestemming van den maker van het werk, behoudens toepassing van de voorbehoudingen en voorwaarden, dienaangande vastgesteld door de binnenlandsche wetgeving van het Land, waar de bescherming wordt ingeroepen.

ARTIKEL 12.

De werken, verkregen door fotografie of door eene met fotografie overeenkomende werkwijze, worden alleen dan beschermd, wanneer elk exemplaar van het werk vermeldt : den handelsnaam, of den naam, de voornamen en de woonplaats van den maker of van den uitgever van het werk, alsmede het jaar waarin het verschijnt.

Zijn die werken opgenomen in een uitgegeven boekwerk, dan worden zij, tot bewijs van tegendeel, beschouwd als voor het eerst met dat boekwerk verschenen, en dan volstaat te dien opzichte de vermelding van naam en datum, op dat boekwerk geplaatst.

ARTIKEL 13.

Het vervéelvoudigen van werken van letterkunde en kunst door de kinematograaf of door elke andere soortgelijke werkwijze, mag niet geschieden zonder toestemming van den auteur.

Zonder dat dit de rechten van den auteur op het oorspronkelijk werk verkorten kan, wordt de vervéelvoudiging van een werk van letterkunde of kunst door de kinematograaf of door elke andere soortgelijke werkwijze, beschermd als een oorspronkelijk werk.

ARTIKEL 14.

Onder voorbehoud van hetgeen hiervoren is bepaald in artikel 5 (eerste lid), artikel 10 en artikel 12 (eerste lid), is het genot van de bij deze Overeenkomst bepaalde rechten aan geen enkele voorwaarde of formaliteit onderworpen.

Opdat de makers van de door deze Overeenkomst beschermde werken, tot bewijs van tegendeel, als zoodanig beschouwd en bijgevolg voor de rechtbanken der beide Hooge verdragsluitende Partijen als zoodanig toegelaten worden om vervolgingen tegen namakers in te stellen, is het voldoende dat hun naam op de gebruikelijke wijze op het werk vermeld staat.

Voor werken verschenen zonder naam van den maker of onder een schuilnaam, is de uitgever, wiens naam op het werk vermeld staat, gerechtigd de aan den maker toekomende rechten te verdedigen. Hij wordt, zonder verder bewijs, beschouwd als rechthebbende van den maker die zich ofwel niet ofwel met een schuilnaam noemt.

ARTIKEL 15.

De duur van de bescherming, door deze Overeenkomst verleend voor werken van letterkunde of kunst, openbaar gemaakt in den oorspronkelijken vorm of in vertaling, of niet openbaar gemaakt, voor werken verkregen door fotografie of door eene met fotografie overeenkomende werkwijze, voor werken uitgegeven na den dood des schrijvers of verschenen zonder naam van den schrijver of onder een schuilnaam, wordt geregeld door de wetten van het Land, waar de bescherming wordt ingeroepen.

Het blijft evenwel verstaan, dat het werk, in dat der beide Landen waar de bescherming wordt ingeroepen, over geen langeren beschermingstijd zal beschikken dan dien toegekend door de wet van het verdragsluitend Land, waartoe de maker van het werk behoort of waarin het werk voor het eerst verschenen is.

ARTIKEL 16.

De bepalingen van deze Overeenkomst kunnen in geen enkel opzicht afbreuk doen aan het recht, dat behoort aan de Regeering van elk der beide verdragsluitende Landen, om de verspreiding, opvoering of tentoonstelling van alle werk of voortbrengsel, ten aanzien waarvan aan de bevoegde macht de uitoefening van dit recht toekomt, door wet of verordening toe te staan, onder toezicht te stellen of te verbieden.

ARTIKEL 17.

Deze Overeenkomst is van toepassing op alle werken die, op het oogenblik van haar in werking treden, nog geen gemeen goed geworden zijn in hun land van oorsprong.

Het blijft evenwel verstaan dat de werken, waarvan de geoorloofde verschijning vóór het in werking treden der Overeenkomst plaats vond, geen aanleiding kunnen geven tot vervolgingen, op grond van bepalingen dier zelfde Overeenkomst.

Binnen het jaar volgende op het in werking treden der Overeenkomst, mogen de boekdeelen en afleveringen verschijnen welke noodig zijn voor het voltooien van werken, waarvan de geoorloofde uitgave in gang is en waarvan een gedeelte verschenen is vóór het in werking treden dier Overeenkomst.

ARTIKEL 18.

Deze overeenkomst is van toepassing op het geheele grondgebied der hooge verdragsluitende Partijen, met inbegrip van hare koloniën en bezittingen.

ARTIKEL 19.

De Hooge verdragsluitende Partijen zijn overeengekomen dat elk ruimer voordeel of voorrecht, dat later door eene dier Partijen aan eene derd

Mogendheid mocht worden verleend, in zake bescherming der werken van letterkunde en kunst, van rechtswege en mits wederkeerigheid ook toegekend is aan de auteurs van het andere Land; uitzondering wordt echter gemaakt voor de voordeelen en voorrechten, toegekend krachtens Overeenkomsten van internationale vereeniging, waartoe een der hooge verdragsluitende partijen mocht toetreden.

ARTIKEL 20.

Deze Overeenkomst treedt in werking zes maanden na uitwisseling der akten van bekrachtiging.

Zij zal van kracht zijn gedurende drie jaren, van voormelden datum af.

Zij zal van kracht blijven tot na verloop van één jaar na den dag waarop zij door eene der Hooge verdragsluitende Partijen moet opgezegd worden.

ARTIKEL 21.

Deze Overeenkomst zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging zullen zoo spoedig mogelijk te Petersburg worden uitgewisseld.

Ten blijke waarvan de onderscheiden gevolmachtigden deze Overeenkomst hebben ondertekend en van hunne zegels voorzien.

Gedaan te Petersburg, in dubbel exemplaar, den 31st/18^{de} December 1813

(H. Z.) *Ondert.* C^{te} CONRAD DE BUISSET. (H. Z.) *Ondert.* SAZONOW.

ONDERTEEEKENINGSPROTOCOL.

Gereed om over te gaan tot de onderteekening van de tusschen België en Rusland gesloten overeenkomst tot bescherming der werken van letterkunde en kunst, zijn de Hooge verdragsluitende Partijen het eens om aan te nemen dat, met afwijking van artikel 18 en in afwachting dat er eene wettelijke regeling besta tot bescherming der werken van letterkunde en kunst in Belgisch Congo, deze overeenkomst in genoemde kolonie niet van toepassing zal zijn.

Ten blijke waarvan de onderteekende gevolmachtigden dit protocol hebben opgemaakt, hetwelk zal worden bekrachtigd en dezelfde kracht en waarde zal hebben alsof de bepalingen er van opgenomen waren in den tekst zelf van de Overeenkomst waartoe het protocol behoort, en het van hunne zegels hebben voorzien.

Gedaan te Petersburg, in dubbel exemplaar, den 31-18 December 1913.

(H. Z.) *Ondert.* C^{te} CONRAD DE BUISSET.

(H. Z.) *Ondert.* SAZONOW.
